

SEMINAIRE SVAF DU 21 NOVEMBRE 2025

EAUX DU DOMAINE PUBLIC OU DOMAINE PUBLIC DES EAUX?

Aménagements des cours d'eau et des lacs - Démarches

SOMMAIRE

1. Contexte général
2. Aménagements des cours d'eau et des lacs
3. Où aménager ?
4. Comment réaliser les projets
5. Quelques exemples

1.

Contexte général

CONTEXTE GENERAL

3'212 km²

855'000 personnes (2024)



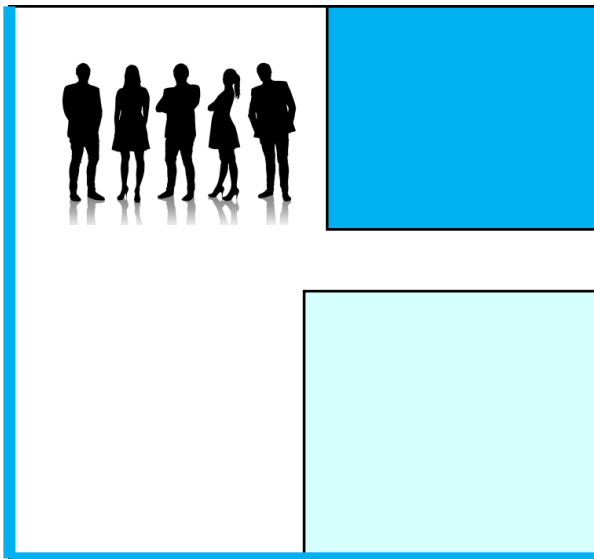
6'000 km de cours d'eau – 3'600 km permanents

200 km de rives lacustres



CONTEXTE GENERAL

1 km² canton de Vaud



2 km de cours d'eau

18% de lacs

25% de zones de protection des eaux

~ 266 personnes

2.

Aménagements des cours d'eau et des lacs

Qu'entend-on par «aménagements»?

Trois piliers considérés dans les projets

Amélioration écologique
(renaturation-revitalisation)



Amélioration sécuritaire
(protection contre les crues)



Amélioration de l'usage
(entretien, public, exploitation)



Résilients et adaptés aux aléas climatiques

Qu'entend-on par «aménagements»?

La protection contre les crues

MESURES PRIVILÉGIÉES

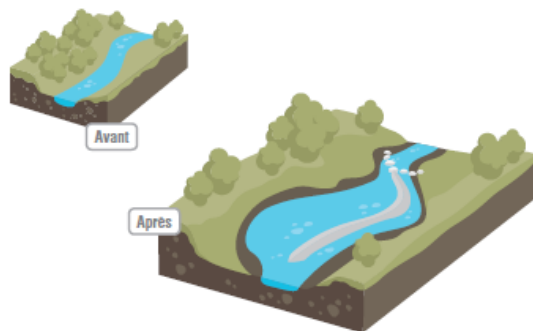
ENTRETIEN

Permet d'augmenter la quantité d'eau qui peut s'écouler.



ZONE INONDABLE

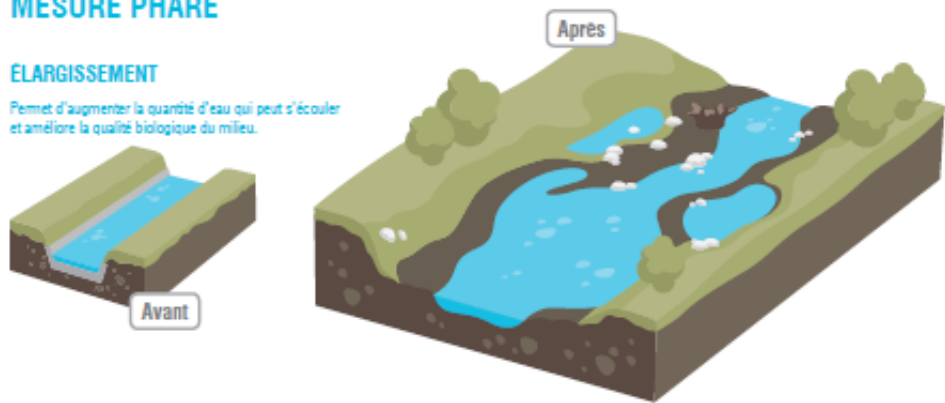
Permet de stocker le volume de la crue et de le relâcher progressivement.



MESURE PHARE

ELARGISSEMENT

Permet d'augmenter la quantité d'eau qui peut s'écouler et améliore la qualité biologique du milieu.



RENFORCEMENT ET REHAUSSEMENT DE DIGUES

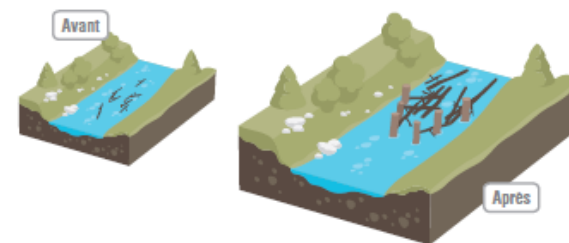
Permet d'augmenter la quantité d'eau qui peut s'écouler.



AUTRES MESURES

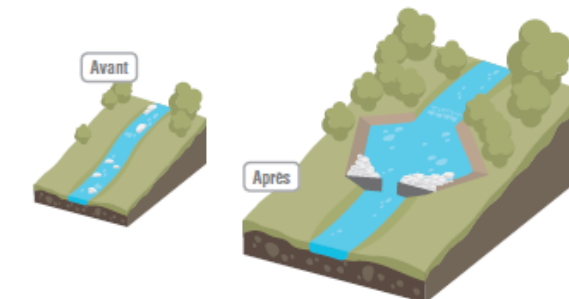
HERSE À BOIS

Permet de retenir les bois flottants; principalement utilisée en amont de zones urbaines.



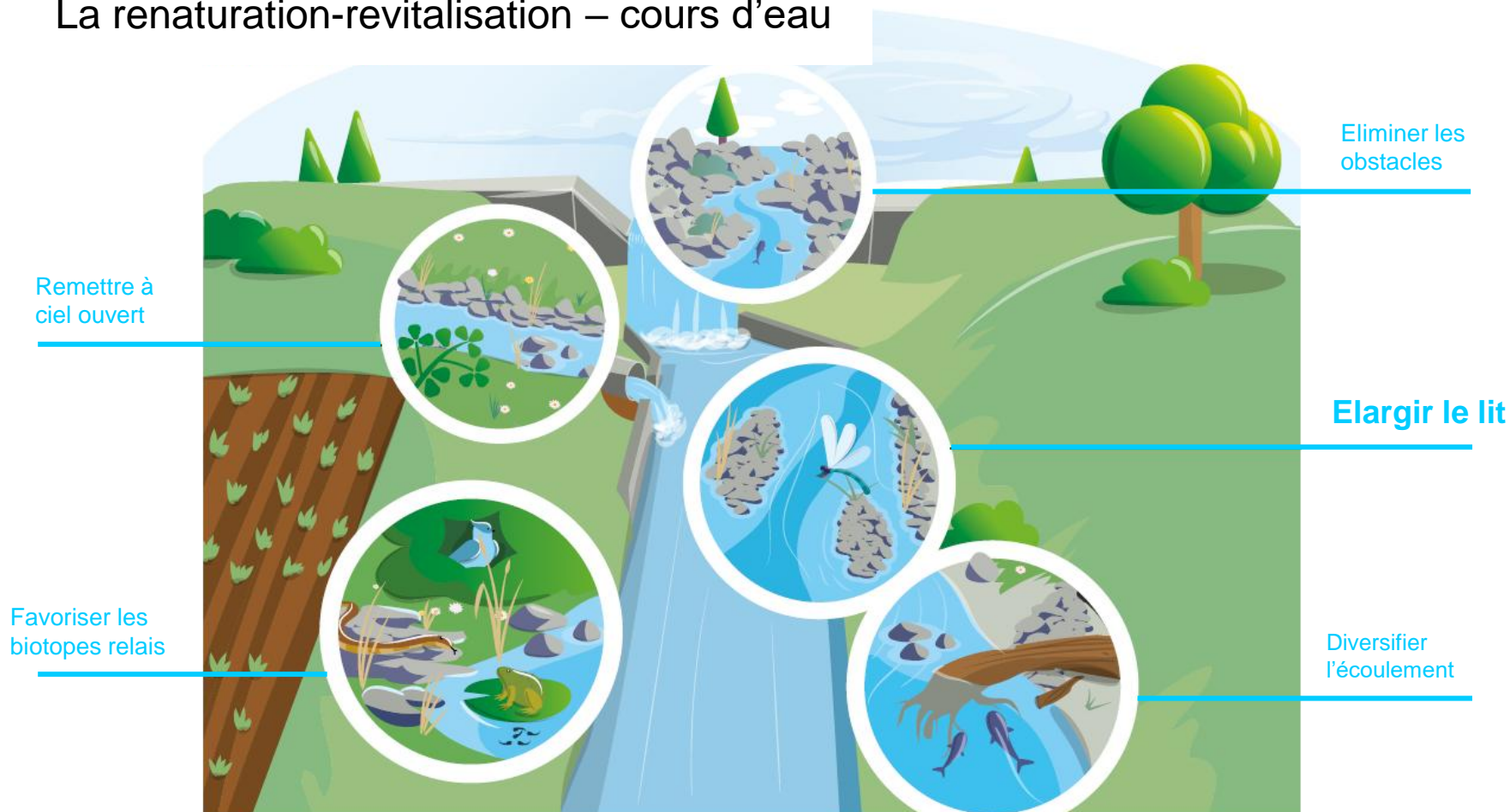
DÉPOTOIR À MATÉRIAUX

Permet de soustraire les matériaux charriés par la crue qui engendrent des débordements en zone urbaine.



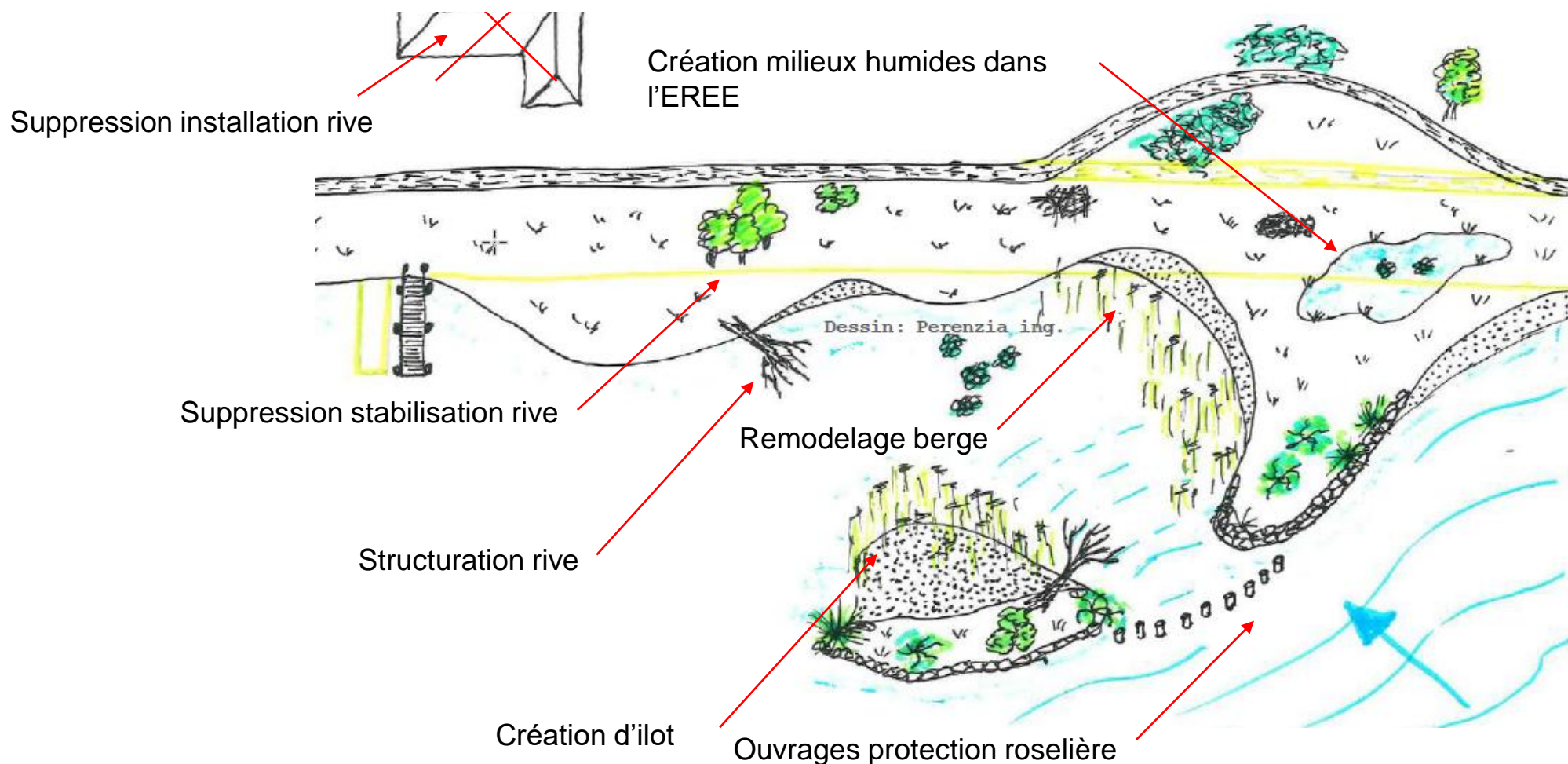
Qu'entend-on par «aménagements»?

La renaturation-revitalisation – cours d'eau



Qu'entend-on par «aménagements»?

La renaturation-revitalisation - rives



Qu'entend-on par «aménagement»?

- Bilan entre 2010 et 2024
 - 48 km de cours d'eau réalisés
 - 38 km de revitalisation
 - 10 km de mises à ciel ouvert
 - 125 obstacles rendus franchissables
- Moyenne de 3.5 km de cours d'eau revitalisés par année

3.

Où aménager ?

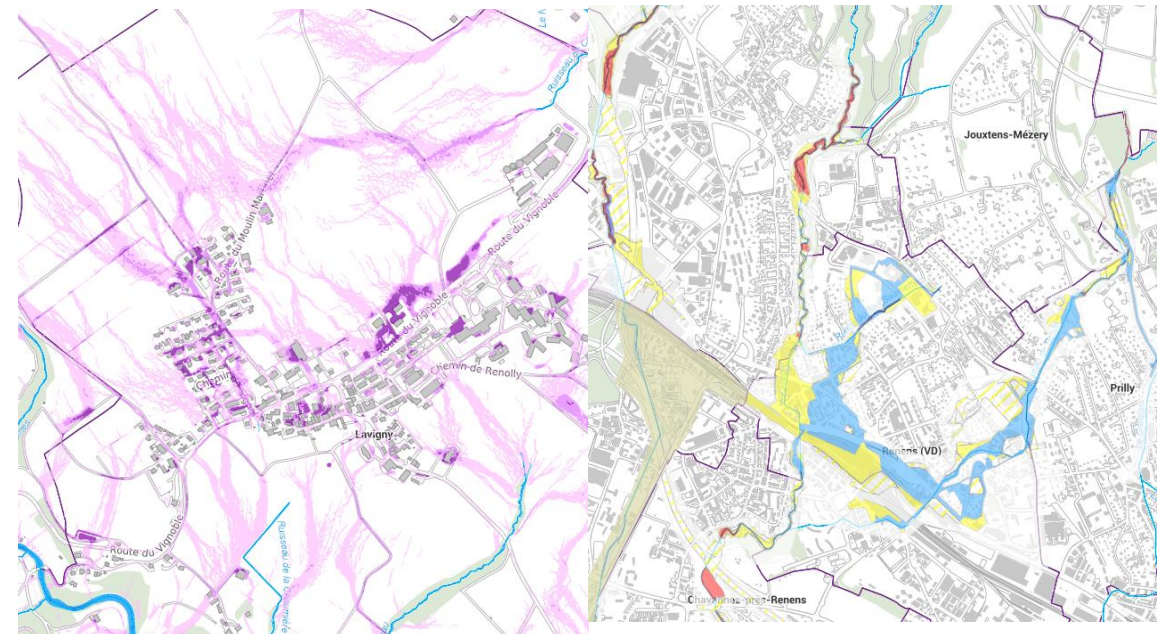
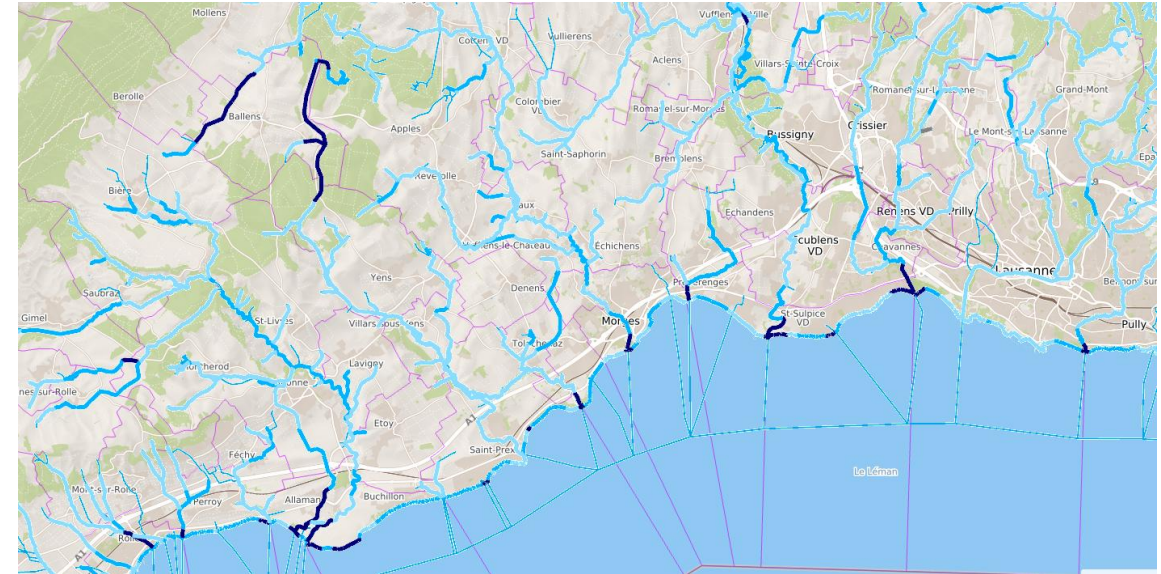
OU AMENAGER ?

Où aménager ?

- Là où les aménagements des cours d'eau et des lacs se révèlent les plus efficace
- Là où il y a quelque chose à faire
- Meilleur rapport entre :
 1. Le bénéfice pour la nature et/ou la réduction des dangers
 2. Les coûts nécessaires pour réaliser les mesures

Où aménager ?

- Les outils à disposition :
 - Planification cantonale de la renaturation des cours d'eau et des lacs
 - Cartes des dangers naturels et aléas ruissellement
 - Bientôt : Hotspot des dangers



4.

Comment réaliser les projets ?

COMMENT REALISER LES PROJETS ?

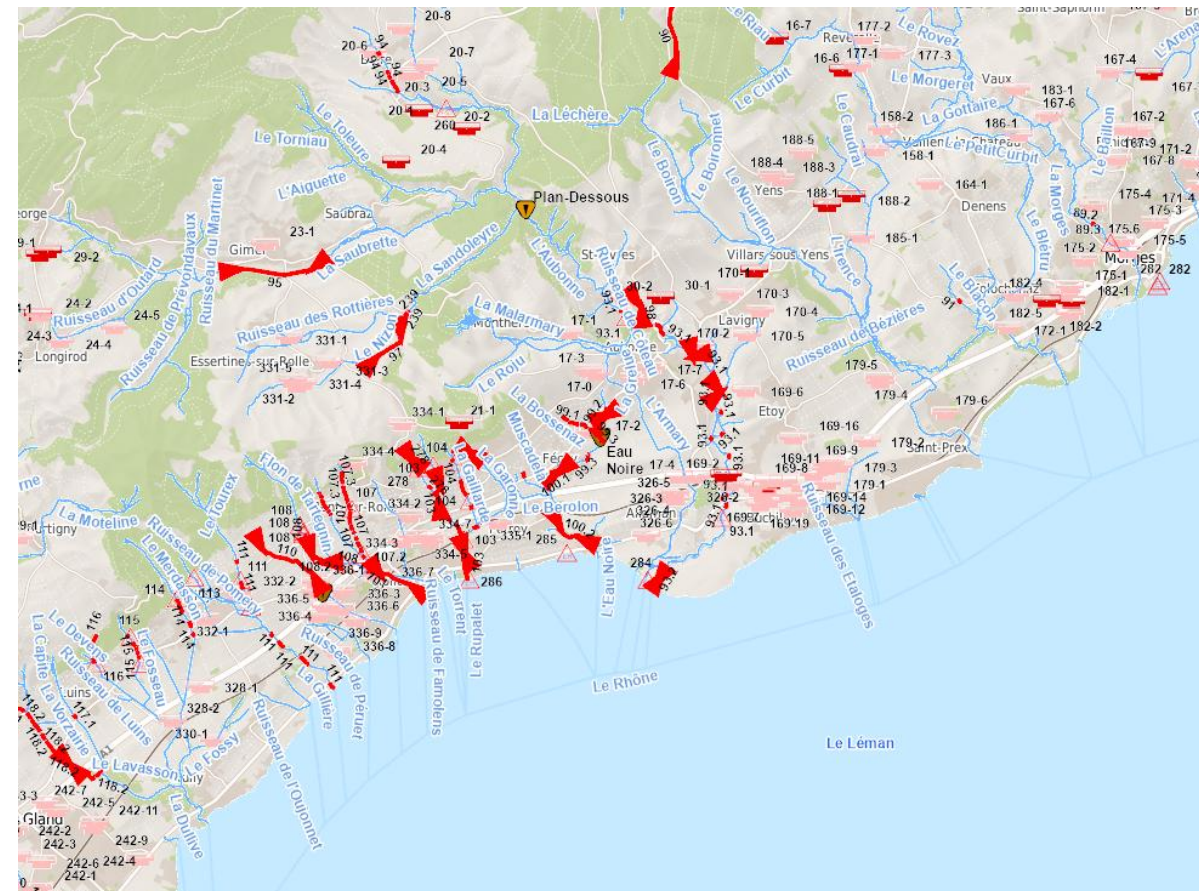
Maîtrise d'ouvrage

«Tronçons corrigés» = Canton

«Tronçons non-corrigés» = Communes

«Entreprise de Correction Fluviale»

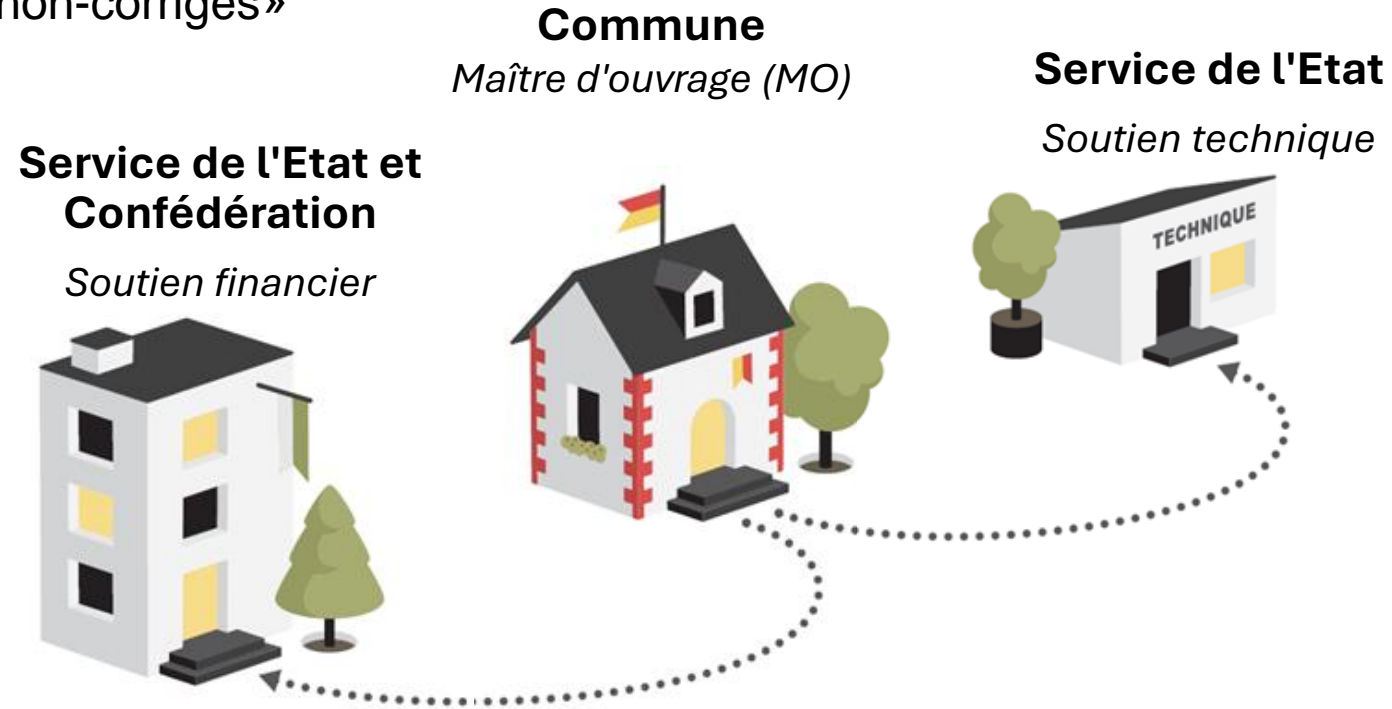
ECF = Canton ET Commune/s



COMMENT REALISER LES PROJETS ?

Maîtrise d'ouvrage

«Tronçons non-corrigés»



La commune et le canton collaborent en tant que partenaires...

...depuis les études jusqu'à la réalisation



Maîtrise d'ouvrage

«Entreprise de Correction Fluviale»

- Constituée par le Conseil d'Etat
- Entité indépendante qui agit en tant que personne morale
- Commission exécutive :
 - DGE-EAU
 - Président
 - Secrétaire
 - Tiers
 - Commune/s
 - Autres services de l'Etat
- Les projets sont pilotés par l'ECF ≠ MO Canton ou commune

Démarrer un projet

«Tronçons non-corrigés»

- **Etapes préliminaires** avant le début des études :
 - La commune souhaite réaliser un projet
 - La commune contact le canton pour :
 - Obtenir l'accord du soutien pour le projet
 - Remarques, contraintes et avis préliminaires
 - Choix des bureaux
 - Planifier les étapes du projet
 - La commune demande aux bureaux les offres
 - Validation des offres par le canton
 - La commune adjuge les offres
 - La commune fait la demande d'octroi de subvention au canton
 - L'étude peut démarrer

Financement des projets

«Tronçons non-corrigés»

- Depuis le début du projet jusqu'au permis de construire :
 - Canton : 60%
 - Commune : 40%
- Depuis le permis de construire jusqu'à l'achèvement :
 - Canton : 60%
 - Confédération 35%
 - Commune : 5%
 - La part fédérale peut être récupérée sur les dépenses avant permis de construire

Au final, la commune participe à raison de 5% sur l'ensemble des coûts du projet

COMMENT REALISER LES PROJETS ?

Le foncier

- Aménager les cours d'eau → Ca prend de la place



Petite-Glâne à St-Aubin

Le foncier

- Outils de planification :
 - PACom, ERE
 - Anticipation des aménagements de cours d'eau nécessaires
- Achat préalable de terrain d'échange par les collectivités

Le foncier

- Outils de projet :
 - Modification des limites parcellaires
 - Achat/échange de terrain avec ou sans modification des limites
- Remaniement parcellaire
 - Contractuel ou à l'amiable
 - Syndicat AF
- Expropriation (achat contraint)
 - En dernier recours, notamment en cas de déficit sécuritaire

Les procédures et autorisations

- Pour tous les aménagements en lien avec le DPeau → LPDP
 - C'est le canton qui porte la procédure :
 - Mise à l'enquête
 - Traitement des oppositions/remarques
 - Délivre le permis de construire
 - Autorisation de défricher :
 - En parallèle de la mise à l'enquête du projet
 - DGE-EAU notifie la décision en même temps que le permis de construire
 - Foncier – Achat/échange de terrain :
 - En parallèle de la mise à l'enquête du projet
 - DGE-EAU en charge de la mutation

5.

Quelques exemples

QUELQUES EXEMPLES

La Thièle à Yverdon-les-Bains – Protection contre les crues et renaturation



QUELQUES EXEMPLES

L'Arnon à Fiez - Renaturation



QUELQUES EXEMPLES

La Diaz à Fiez – Remise à ciel ouvert



QUELQUES EXEMPLES

L'Arnon à Grandson – Aspects sociaux



QUELQUES EXEMPLES

Plage de Dorigny à St-Sulpice – Revitalisation de rives



MERCI POUR VOTRE ATTENTION

